

L'Adresse—Le très hon. M. Trudeau

dienne, la population de toutes les provinces sur un certain nombre de problèmes touchant à l'unité nationale. Ceux qui disent que le problème de l'indépendance du Québec ne concerne que les Québécois, raisonnent comme ce chirurgien qui dirait à un patient dont il va amputer le bras: Eh bien, je vais amputer votre bras sans vous consulter, parce qu'une fois que le bras sera coupé il ne fera plus partie du corps.

Nous voyons aussi le séparatisme d'une façon analogue. Nous croyons qu'on ne peut pas enlever du Canada une partie aussi essentielle que la province de Québec sans que tout le corps canadien ne soit concerné. C'est pour cette raison encore une fois que nous allons présenter à la Chambre une proposition de référendum.

En somme, monsieur le président, vous voyez devant vous un gouvernement qui n'est pas rigide, qui ne cherche pas la confrontation, qui dit que tout est possible, qui a proposé aux provinces au mois de septembre un accommodement constitutionnel qui obtiendrait le but qui était recherché par tous les premiers ministres provinciaux à la Conférence historique de St. Andrews.

Non, somme toute, nous allons discuter de ce dont on voudra de ce côté-ci de la Chambre et de l'autre, de ce dont les provinces voudront discuter; il y a vraiment un seul sujet d'exclu, ce serait une proposition qui tenterait à briser, à détruire le Canada, ça nous ne voulons pas nous mettre à table pour en discuter.

● (1742)

[Traduction]

Que la Chambre me pardonne la longueur de mes remarques; on m'a souvent dit que je ne parlais pas assez à la Chambre des communes.

M. Broadbent: On ne nous y reprendra plus!

M. Trudeau: Mais je tenais à bien faire ressortir cela...

Des voix: Vous l'avez fait!

M. Trudeau: ...car j'estime qu'il est important que non seulement les membres de l'opposition mais le pays comprennent sur quelle base nous serons appelés à définir nos options fondamentales dans les domaines de l'économie et le l'unité nationale.

J'avoue que j'ai été bien souvent stupéfait, ces dernières années, de voir à quel point les Canadiens semblaient perdre la réalité de vue, quand il s'agit de notre pays. Ils semblent toujours remarquer ce qui ne va pas au Canada et oublier le reste. Nous avons, semble-t-il, une étonnante propension à fermer les yeux sur les grandes choses qui existent chez nous, nos réalisations humaines, et les privilèges que nous donnent notre liberté et notre richesse. Il y en a tant qui n'ont les yeux fixés que sur ces prétendues injustices qui nous sont infligées, et qui oublient que dans bien des pays ce qui nous apparaît comme problème serait considéré comme un luxe absolument inaccessible pour les neuf dixièmes de la population.

J'ai cherché aujourd'hui à montrer que nous ne fermerons pas les yeux devant les véritables problèmes qui se posent à nous. J'ai cherché à faire ce que les Canadiens ont fait il y a 110 ans, en fondant la Confédération. Ils n'ont pas fermé les yeux sur les iniquités qui existaient ni sur les tensions qui régnaient entre les différentes colonies ni sur les désavantages dont souffraient les divers groupes d'autochtones. Ils n'ont pas non plus passé outre aux conflits qui pourraient surgir par la

[M. Trudeau.]

suite, mais il se sont rendu compte que leur union ferait leur force, et qu'ils pourraient résoudre ces conflits.

Les Pères de la Confédération auraient pu choisir, de ne rien faire, tout comme les Canadiens pourraient le décider aujourd'hui, et de se laisser submerger sous les difficultés, de permettre à l'inertie de les condamner à l'isolement, et de tourner le dos aux chances qui s'offraient à eux. Mais ce n'est pas ce qu'ont fait les Pères de la Confédération. Ce n'est pas ce que nous devons faire. Ils ont choisi de mettre leurs ressources en commun. Ils ont choisi de créer une constitution et de se forger un grand pays. Et à ceux qui prétendent que la Confédération est un échec, je répondrais qu'elle a permis de fonder un régime démocratique stable, qu'elle a su protéger nos identités culturelles et régionales, ouvrir la porte à l'expansion géographique, nous garantir nos droits et nos libertés, nous assurer un système social fondé sur la justice, nous conduire à la croissance économique, nous donner un système financier solide, et nous ménager enfin une position respectée parmi les autres nations du monde.

A tous ceux qui appellent cela un échec, je répondrai seulement ceci: j'espère que dans notre temps, et grâce aux efforts que nous aurons su déployer pour renouveler notre esprit national et notre sens de la communauté, nous réussirons à échouer comme ils l'ont fait. Mais qui parle d'échouer, monsieur l'Orateur, alors que nous pouvons réussir, que nous devons réussir et que nous saurons réussir.

Des voix: Bravo!

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, ayant entendu leur sermon hebdomadaire, les députés libéraux de l'arrière-ban se préparent maintenant à partir, et nous leur souhaitons bon vent. En septembre 1968, j'ai prononcé un discours à l'école secondaire d'Oshawa que j'avais fréquentée quelques années auparavant et, au cours de cette rencontre avec les étudiants, un jeune homme assis à l'arrière m'a demandé: «M. Broadbent je crois savoir que vous avez étudié à la London School of Economics. Est-ce exact?» J'ai répondu par l'affirmative. Il a poursuivi: «Je crois également savoir qu'un dénommé Trudeau, le nouveau premier ministre, a aussi fréquenté cet établissement. Est-ce vrai?» Et j'ai dû répondre que oui. Alors, cet étudiant s'est tourné vers moi et a dit: «Comment se fait-il que vous en êtes revenu social-démocrate et lui, libéral?» J'ai dit: «Eh bien, le premier ministre a toujours été mauvais élève».

Une voix: Ce n'est pas surprenant que les députés de l'arrière-ban s'en aillent!

M. Broadbent: Si les citoyens du Canada les moins favorisés d'économie avaient pu entendre la première moitié de la diatribe que nous avons entendue cet après-midi, ils auraient été entièrement d'accord avec moi.

● (1752)

Des voix: Oh, oh!

M. Broadbent: Veuillez écouter. Nous avons écouté pendant une heure et demie; c'est maintenant notre tour. Nous avons écouté pendant une heure et demie un sermon où il n'y avait que deux idées nouvelles. Premièrement, le premier ministre (M. Trudeau) a devancé le ministre des Finances (M. Chrétien) en annonçant lui-même que le gouvernement allait dépenser 100 millions de dollars pour un programme de création d'emplois. Il avait tellement peur que le reste de son